JEAN-LUC RANCIER (ENTREPRENEUR):

«Un gros travail à faire au niveau de l'accompagnement»

Le 27 juin a été célébrée la Journée des micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Un des buts est de sensibiliser à leur contribution à l'économie mondiale. L'ONU souligne qu'elles génèrent plus de 50% des emplois à travers le monde et favorisent l'innovation, la créativité et le travail décent. Sentez-vous qu'à Maurice l'importance des MPME est reconnue ?

Le secteur des PME est estimé à presque 34,8% du PIB, ce qui fait que c'est le plus gros secteur en termes de création d'emplois. Les PME créent plus d'emplois directs qu'indirects. Chaque année, malgré la bonne volonté du gouvernement, la situation des PME n'est pas vraiment au beau fixe. Même s'il y a un changement au niveau des plans d'aide chaque année, les PME ont toujours du mal, que ce soit au niveau de l'accompagnement ou des démarches administratives.

Durant ces deux dernières années, le secteur des PME a souffert et aujourd'hui le plan de relance n'est pas vraiment ciblé. Il y a eu des annonces et des mesures phares comme le *Covid-19 Support Scheme* qui a beaucoup aidé les PME. Toutefois, ce sont surtout celles qui étaient conformes aux lois comme la CSG et au niveau bancaire qui ont pu en bénéficier.

En dépit de ces mesures, qu'est-ce qui empêche ces PME de redécoller ?

Il y a un manque de valorisation. Il y a toute une panoplie d'aides qui ne sont toutefois pas conçues au cas par cas. Ce sont davantage des plans généralisés. Si une entreprise se retrouve dans un de ces plans, elle peut y trouver un soutien. Autrement, les autres n'y trouvent pas leur compte.

Par ailleurs, à un moment donné, le gouvernement avait parlé de 5% d'espace dans les grandes surfaces pour les PME. Or, à bien y voir, ces 5% aujourd'hui ne constituent pas une bonne représentativité des PME. C'est davantage une PME qui a plusieurs produits.

La situation n'est pas vraiment critique mais cela demande tout de même une attention spécifique.

Comment mieux accorder à ces PME cette attention spécifique et mieux les mettre en valeur ?

Il faut d'abord définir la demande. Il faut pouvoir dégager des solutions par rapport aux demandes spécifiques pour que l'entreprise en question puisse bénéficier du soutien qu'il lui faut et avancer.

Le souci, c'est qu'il y a des plans d'accompagnement mais cela se limite à un type d'entreprises. Bien souvent, à la grande déception des PME, c'est que ces plans ne sont pas taillés sur mesure.

Les mesures budgétaires annoncées seront-elles d'un vrai appui pour les MPME ?

Pour moi, le budget a présenté des mesures populistes où nousnous retrouvins retrouve une fois de plus dans le même schéma et où il y aura toujours un problème au niveau de la mise en œuvre. Des mesures ont été annoncées mais cela va buter au niveau de leur application.

Pourquoi ?

Il n'y a pas une volonté réelle de faire que chaque demande des PME soit étudiée convenablement. L'entrepreneur n'a pas un soutien en face-à-face pour réaliser sa demande. Par exemple, si un peintre se rend à la banque et veut accéder à un des plans annoncés, il se verra rétorquer que le plan n'est pas pour lui !

Or, en tant que peintre, il aurait pu envisager d'ouvrir une boutique et proposer des services. Il n'y a donc pas cette volonté de *think outside the box*. Les plans sont trop limités. Le peintre se verra dire directement : « *Vous êtes peintre, vous n'avez pas de visibilité. Comment allez-vous rembourser le prêt ? Le Scheme"n'est pas fait pour vous.* » Les entrepreneurs qui sont dans ce type de secteur souffrent de cela.

Avec les nombreux facteurs négatifs ayant dernièrement impacté les entrepreneurs comme la dépréciation de la roupie, la hausse du taux d'intérêt, la hausse des salaires, quelle est la situation des entrepreneurs aujourd'hui ?

Je dirais que la situation est alarmante car toutes ces augmentations seront répercutées sur le coût de leurs produits. Le panier de la ménagère sera donc impacté. Il y aura de fait un impact plus marqué au niveau du pouvoir d'achat, ce qui rendra la situation ingérable.

Même s'il y a eu des bons signes après la pandémie qui auraient pu permettre de se relancer convenablement, avec la hausse du *Repo Rate*, etc., la situation des PME sur ces trois dernières années est vraiment alarmante. Certaines PME ne peuvent plus continuer l'aventure car elles se retrouvent à baisser leur marge de profit presque au seuil du coût de revient pour pouvoir continuer à exister. À un moment donné, elles n'en peuvent plus.

Par exemple, avec une marge de profit de 30%, certaines entreprises ont eu à revoir la marge pour ne faire que 10% de profit aujourd'hui. Avec une marge de 30%, on peut facilement faire des développements mais avec 10%, c'est limite *Break Even*. Il y a beaucoup d'entreprises qui se sont retrouvées dans cette situation. À côté, la dépréciation de la roupie n'aide pas pour l'importation.

Quels sont les défis des MPME aujourd'hui ?

Le défi majeur est de pouvoir continuer à exister. Il faudra un encadrement ciblé, un *mentorship* pour aider les MPME à être plus résilientes. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de *SME Scheme*, l'accessibilité au financement devient plus difficile. Le gouvernement doit penser à remettre le *SME Scheme* aux banques commerciales pour qu'elles financent les MPME.

Aujourd'hui, la seule banque qui peut aider les PME est la DBM. Les autres banques attendent que l'entreprise ait un gros chiffre d'affaires pour la financer. Le *SME Scheme* était une aubaine. Pourquoi a-t-il été supprimé ? Parce qu'il y a eu trop de gaspillages en faveur des connaissances. Il faudrait un plan similaire mais avec une sélection plus stricte.

Pour conclure…

Que le gouvernement puisse tenir compte qu'à part les annonces, il y a un gros travail à faire au niveau de l'accompagnement des MPME. Tant qu'on n'arrive pas à cibler les demandes, c'est peine perdue de dire qu'on va aider les MPME. Il faut catégoriser les demandes pour un soutien authentique.

TIRS CROISÉS | Journée des MPME

La reconnaissance des entrepreneurs en question ?

Propos recueillis par Sharon LEUNG-AH FAT

Célébrée chaque 27 juin, la Journée mondiale des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) a pour propos de rappeler leur contribution à l'économie mondiale. Les Nations unies soulignent en effet qu'elles génèrent plus de 50% des emplois à travers le monde, encouragent l'innovation et la créativité. À Maurice, les MPME reçoivent-elles le soutien nécessaire ? Quels sont les défis principaux qu'il leur convient de surmonter pour pouvoir contribuer pleinement à l'économie ?

Jean-Luc Rancier, entrepreneur et directeur de *Saveur de l'Île Maurice*, regrette qu'en dépit de « *la bonne volonté du gouvernement la situation des entrepreneurs ne soit pas au beau fixe* ». Il relève un manque de valorisation et regrette l'absence d'un accompagnement au cas par cas. Pour lui, il conviendrait davantage de trouver des solutions spécifiques en lien avec les demandes des entrepreneurs pour que ceux-ci puissent avancer. « *À ce jour, l'entrepreneur n'a pas un soutien en face-à-face pour réaliser sa demande. Tant qu'on n'arrive pas à cibler les demandes, c'est peine perdue de dire qu'on va aider les MPME.* » Le défi majeur de l'entrepreneur aujourd'hui, ajoute Jean-Luc Rancier, est de pouvoir continuer à exister. Il recommande un *mentorship* plus ciblé.

Si Sandiana Chetty, de *Deco Design Ltd*, admet que des programmes de soutien aux MPME sont initiés par le gouvernement, les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs ne sont pas moins existants, dit-elle, notamment, « *l'accès au financement, la concurrence avec les grandes entreprises, les réglementations complexes, les infrastructures limitées et les difficultés d'accès aux marchés internationaux* ».

Elle regrette l'absence parmi les mesures budgétaires, d'un programme de prêt à faible taux d'intérêt ; des garanties de prêts ou des subventions pour aider les MPME à accéder plus facilement au financement.

Amit Bakhirta, entrepreneur et CEO d'Anneau, note pour sa part que si la reprise est là depuis 2022, il n'y a pas le même dynamisme socio-économique de la fin du siècle dernier. « *Nous naviguons plutôt de manière léthargique, en adéquation avec les grandes carences socio-économiques structurelles auxquelles notre pays est malheureusement confronté.* »

Alors que plusieurs mesures de soutien ont été apportées aux MPME, poursuit-il, le défi principal de celles-ci, à son avis, est « *la dévaluation et la dépréciation soutenues de la monnaie de notre pays d'environ -86 % depuis 2002 et l'incapacité des décideurs politiques à maîtriser l'inflation, à protéger leur roupie et leur compétitivité économique en termes réels* ». Et d'ajouter : « *Il s'agit là d'un poison lent pour une MPME nationale.* »

SANDIANA CHETTY (DECO DESIGN):

«Le gouvernement doit aider les MPME à rester compétitives»

Le 27 juin a été célébrée la Journée des micro, petites et moyennes entreprises. Un des buts est de sensibiliser à leur contribution à l'économie mondiale. L'ONU souligne qu'elles génèrent plus de 50% des emplois à travers le monde et favorisent l'innovation, la créativité et le travail décent. Sentez-vous qu'à Maurice l'importance des MPME est reconnue ?

Les MPME contribuent en effet à la création d'emplois, à la stimulation de l'innovation, à la diversification économique et au développement local. Le gouvernement reconnaît généralement l'importance des MPME et met en place des politiques et des programmes visant à les soutenir.

Le ministère de l'Entrepreneuriat et des Coopératives à Maurice s'engage à promouvoir le développement des MPME à travers diverses initiatives. De plus, des institutions telles que la SMEDA et la *Mauritius Business Growth Scheme* (MBGS) ont été mises en place pour aider les MPME à se développer en fournissant des conseils aux MPME à différents stades de leur croissance.

Cependant, il convient de noter que les défis auxquels sont confrontées les MPME à Maurice sont nombreux. Certains de ces défis comprennent l'accès au financement, la concurrence avec les grandes entreprises, les réglementations complexes, les infrastructures limitées et les difficultés d'accès aux marchés internationaux.

Il est donc important que le gouvernement, les institutions et les parties prenantes continuent de reconnaître et de soutenir activement les MPME pour favoriser leur croissance et leur durabilité. Cela permettra de renforcer leur contribution à l'économie et de promouvoir un environnement propice à l'entrepreneuriat et à l'innovation.

Les entrepreneurs ont enduré maintes épreuves dans le sillage de la pandémie et de la guerre russo-ukrainienne. Comment se portent les MPME aujourd'hui à Maurice ? La reprise est-elle là ?

Malgré les mesures de soutien adoptées par le gouvernement, l'ampleur de la reprise dépend de nombreux facteurs, notamment de l'évolution de la situation mondiale, des politiques économiques et des mesures de relance spécifiques pour les MPME.

En termes de résilience, de nombreuses MPME ont montré leur capacité à s'adapter et à innover face à ces défis sans précédent. Certaines ont réussi à se réinventer en adoptant de nouvelles stratégies commerciales, en se tournant vers le commerce en ligne ou en diversifiant leurs activités. Cependant, il est important de noter que toutes les MPME n'ont pas été en mesure de surmonter ces difficultés et que certaines ont été contraintes de fermer leurs portes.

Avec les nombreux facteurs négatifs ayant dernièrement impacté les entrepreneurs comme la dépréciation de la roupie, la hausse du taux d'intérêt, la hausse des salaires, les mesures budgétaires annoncées seront-elles d'un vrai appui pour les MPME ?

Il y a eu certes plusieurs facteurs encourageants mais pas assez. Rien comme programme de prêts à faible taux d'intérêt, des garanties de prêts ou des subventions pour aider les MPME à accéder plus facilement au financement. Au niveau des *SME Scheme*, à part l'augmentation du plafond pour ceux qui souhaitent participer et accéder aux marchés internationaux, nous n'avons rien vu d'innovant.

Le gouvernement doit assister les MPME dans leur quête de se différencier, de se spécialiser et de fournir une valeur unique pour rester compétitives sur le marché. Il n'y a pas suffisamment de soutien à l'innovation et à la recherche et développement (R&D). Le gouvernement doit mettre en place des incitations fiscales ou des subventions spécifiques pour encourager les MPME à investir dans l'innovation et la R&D.

Le gouvernement doit revoir la priorité des ressources budgétaires pour la mise en place de programmes de formation et de développement des compétences spécifiquement destinés aux MPME. Cela peut aider les entrepreneurs à renforcer leurs connaissances et leurs compétences, à adopter de meilleures pratiques commerciales et à accroître leur productivité.

Quels sont les défis des MPME aujourd'hui ?

L'accès au financement est l'un des principaux défis pour de nombreuses MPME. Les institutions financières peuvent être réticentes à accorder des prêts aux MPME en raison de leur taille, de leur manque de garanties ou de leur historique de crédit limité. Cela peut entraver leur capacité à investir, à se développer et à saisir de nouvelles opportunités. Les MPME doivent souvent faire face à une concurrence féroce avec les grandes entreprises qui ont des ressources financières, des réseaux établis et des avantages d'échelle.

Les réglementations complexes et les charges administratives peuvent représenter un fardeau pour les MPME. Les coûts liés à la conformité réglementaire, aux licences, aux permis et aux autres exigences administratives peuvent peser sur les ressources limitées des MPME et ralentir leur croissance.

Les MPME peuvent rencontrer des défis dans la gestion des ressources humaines, notamment en ce qui concerne le recrutement de talents, la rétention des employés clés, le développement des compétences et la mise en place de politiques et de pratiques de ressources humaines efficaces. Il est important de noter que malgré ces défis, les MPME possèdent également des avantages tels que leur agilité, leur capacité d'adaptation rapide et leur proximité avec les clients. En surmontant ces défis, les MPME peuvent jouer un rôle essentiel dans la création d'emplois, la croissance économique et l'innovation.

Quelles sont de l'autre côté les opportunités qui se présentent aux MPME dans un contexte où le monde travaille à sortir de la crise ?

La pandémie a accéléré la transition vers le numérique dans de nombreux secteurs. Les MPME peuvent saisir cette opportunité en adoptant des technologies informatiques pour améliorer leurs opérations, développer leur présence en ligne, explorer de nouveaux modèles d'affaires et atteindre un public plus large grâce au commerce électronique.

Les comportements des consommateurs ont évolué pendant la crise, avec une demande accrue de produits et services axés sur la santé, la durabilité, la livraison à domicile, le bien-être, etc. Les MPME doivent ajuster leurs offres pour répondre à ces nouvelles tendances et aux besoins changeants des consommateurs. Les MPME peuvent aujourd'hui se positionner en tant qu'acteurs durables en adoptant des pratiques respectueuses de l'environnement, en offrant des produits et services durables, en mettant en œuvre des pratiques économes en énergie, etc.

AMIT BAKHIRTA (ANNEAU):

«La reprise est là mais nous naviguons de manière léthargique»

Le 27 juin a été célébrée la Journée des micro, petites et moyennes entreprises. Un des buts est de sensibiliser à leur contribution à l'économie mondiale. L'ONU souligne qu'elles génèrent plus de 50% des emplois à travers le monde et favorisent l'innovation, la créativité et le travail décent. Sentez-vous qu'à Maurice l'importance des MPME est reconnue ?

D'un point de vue relatif, oui en effet. Que ce soit dans l'économie formelle mais surtout dans l'économie informelle, ce qui est raisonnablement naturel pour un pays du tiers-monde dans lequel le segment des MPME représente une moelle épinière essentielle de l'économie. Historiquement et même récemment pendant la pandémie de Covid-19, plusieurs mesures de soutien et essentielles ont été fournies aux MPME.

En outre, et indépendamment de SME Mauritius, de la DBM, des diverses sociétés de microfinance au sein des grandes banques commerciales, le pays compte également de nombreux investisseurs providentiels et plates-formes de démarrage à travers lesquels les MPME sont soutenues. Il serait sage que les Mauriciens et les touristes continuent à soutenir ces MPME.

Les entrepreneurs ont enduré maintes épreuves dans le sillage de la pandémie et de la guerre russo-ukrainienne. Comment se portent les MPME aujourd'hui à Maurice ? Parviennent-elles à faire preuve de résilience ?

Celles qui sont flexibles, prévoyantes, adaptables et naviguent à bon escient, au milieu des défis commerciaux et macroéconomiques, se portent bien. Les autres, naturellement, moins.

Compte tenu des diverses mesures de soutien, des chiffres macroéconomiques, de la production économique, de la consommation, de l'extension du crédit et du taux de chômage, nous supposons que la plupart des MPME ont en général progressé tout au long de cette dernière décennie difficile. Certains ont dû se réinventer alors que d'autres ont péri. Telle est la loi naturelle de la compétitivité.

La reprise est-elle là ?

Depuis 2022, oui. Cependant, nous réitérons que le facteur *"Oomph"* n'y est pas car l'économie mauricienne n'est point structurellement et fondamentalement chaude. Nous n'avons pas le dynamisme socio-économique de la fin du siècle dernier, mais nous naviguons plutôt de manière léthargique, en adéquation avec les grandes carences socio-économiques structurelles auxquelles notre pays est malheureusement confronté.

Avec les nombreux facteurs négatifs ayant dernièrement impacté les entrepreneurs comme la dépréciation de la roupie, la hausse du taux d'intérêt, la hausse des salaires, les mesures budgétaires annoncées seront-elles d'un vrai appui pour les MPME ?

Si nous nous concentrons strictement sur les mesures en faveur des PME, nos humbles points de vue sur chaque mesure peuvent être résumés comme suit : le salaire minimum ayant été revu à Rs 15 000, cela ajoutera probablement une pression sur les coûts des intrants dans un environnement déjà inflationniste et aura un impact négatif sur ce segment à très court terme.

Deuxièmement, la rationalisation des permis de travail et la réduction du seuil à Rs 30 000 sont susceptibles d'avoir un impact positif sur les pénuries de main-d'œuvre non qualifiée et d'élargir les possibilités de chômage étranger pour les MPME. Le fait que la subvention maximale accordée dans le cadre du programme de soutien aux PME ait été portée à Rs 250 000 élargira les possibilités de financement dans cet environnement inflationniste.

L'extension du programme de prêts sans intérêt aux PME et du programme de soutien spécial Covid-19 jusqu'en juin 2024 est positive, en particulier pour les MPME qui ont encore du mal à se rétablir au niveau d'avant la pandémie. Le fait que la compensation salariale jusqu'à Rs 500 pour les PME soit maintenue est une chose positive, mais il est important de la synchroniser avec l'impact des paiements supplémentaires vers le salaire minimum net.

L'annulation des prêts de longue durée de plus de 20 ans et des prêts des micro-entrepreneurs décédés doit avoir un impact positif sur les membres de la famille, mais aussi assainir le bilan de la DBM/institutions de financement et réduire les frais de recouvrement de créances. L'augmentation de 10% de la marge de préférence pour les marchés publics de biens pour les MPME détenues par des femmes est une stratégie positive en faveur de l'égalité des genres et pour les femmes micro entrepreneures locales. L'extension du programme de prêt d'énergie verte aux PME pour la production d'électricité sur le toit de leur immeuble jusqu'à un montant maximum de Rs 1 million compense dans une certaine mesure les augmentations des frais d'électricité pour les PME relativement plus grandes notamment.

L'extension du prêt DBM jusqu'à Rs 25 millions à un taux concessionnel de 3,5% par an est, pour nous, la cerise sur le gâteau en termes de frais de financement, surtout compte tenu du resserrement des conditions monétaires au niveau national. Le programme pour l'emploi des PME est prolongé d'un an et il s'agit de l'une des mesures les plus importantes qui soutiennent à la fois l'emploi de ces jeunes mais aussi l'accès des PME à une main-d'œuvre jeune et qualifiée.

Avec l'augmentation proposée du montant du programme de remboursement des PME pour la participation aux foires internationales de 25% à Rs 250 000, les micro-entrepreneurs de Rodrigues ont désormais des opportunités plus égales d'étendre la portée de leurs produits au-delà de leurs frontières.

Quels sont les défis des MPME aujourd'hui ?

Principalement, de notre humble point de vue, la dévaluation et la dépréciation soutenues de la monnaie de notre pays d'environ -86 % depuis 2002 et l'incapacité des décideurs politiques de maîtriser l'inflation et à protéger leur roupie et donc leur compétitivité économique en termes réels. Il s'agit là, d'un poison lent pour une MPME nationale.

Quelles sont de l'autre côté les opportunités qui se présentent aux MPME dans un contexte où le monde travaille à sortir de la crise ?

Chaque crise apporte des opportunités uniques et une sagesse durement acquise pour apprendre et progresser davantage nonobstant ce sur quoi ils devraient se concentrer à des moments donnés. Mettre le pied en Afrique sur le long terme sera sage.